

À partir d'une série de constats communs autour de l'actualité mais aussi tirés de l'histoire récente du pays, nous abordons les enjeux autour de la gouvernance de la R.D.Congo et présentons quelques pistes d'actions possibles autour des lieux et des acteurs en présence.

Cette analyse reprend les conclusions présentées dans l'intervention de Justice et Paix à la rencontre-débat du 16 mars 2013 "Sorties de crises au Congo : des acteurs locaux partagent des enjeux de solidarité dans l'Est de la RD Congo" co-organisée avec Entraide et Fraternité. Deux questions transversales peuvent guider notre réflexion : d'abord celle du lien qui existe forcément entre la situation locale à l'Est du pays et les enjeux politiques nationaux... et régionaux! Ensuite, une question essentielle qui doit guider aussi bien l'action des politiques belges et européennes que celle des associations de solidarité : quels sont les besoins des populations locales? Le constat d'une histoire qui se répète Le regard du terrain amené par nos partenaires Patient Bagenda Balagizi (Secrétaire général du Comité Anti-Bwaki du Sud Kivu) et l'Abbé Jacque Wilondja (Commission diocésaine de Justice et Paix à Uvira, Sud-Kivu) nous permet de dégager quelques éléments d'analyse politique de la situation actuelle en RD Congo. D'abord le fait que la recrudescence du conflit dans l'Est de la RDC, avec l'émergence d'un "nouveau groupe armé", le M23

^[1]Rappelons que le M23 (Mouvement du 23 mars) a été créé par une portion des dirigeants du CNDP (Conseil National de la Défense du Peuple), insatisfaits par le non-respect des accords conclus avec ... Continuer la lecture, est un faux fait d'actualité puisque nous constatons la même dynamique depuis 20 ans : des guerres à répétition avec les mêmes acteurs en présence (même si nous constatons des jeux d'alliances et de désalliances) et le même agenda politique. La présence de groupes armés combinée à l'absence de l'État congolais (citons ici une armée en déroute, mal formée et mal équipée) amène une situation socio-économique dans laquelle la population est LA victime : d'un point de vue économique, d'abord, l'accaparement des terres, nous ne saurions assez le répéter, est une stratégie destinée à piller les richesses naturelles du pays. Paradoxe : alors que le pays regorge de ressources minières (entre autres) le pays est classé dernier selon [l'indice de développement humain du PNUD](#) ! Alors que les terres cultivées sont réservées aux élites et que les activités économiques sont gelées par la diminution des activités des entreprises, une grande partie de la population ne peut se tourner que vers les systèmes de "débrouille" et d'entraide familiale. D'un point de vue social ensuite, nous choisissons de mettre ici en exergue le déplacement des populations et les graves problèmes de déstructuration de la société que cela amène ainsi que la stratégie de violences sexuelles ayant, entre autres, des conséquences sur la santé physique et mentale des victimes. Les enjeux d'une bonne gouvernance : réparation et prévention De ces constats, non exhaustifs au regard de la situation complexe du pays, nous pouvons dégager deux niveaux de crise auxquels le pays est confronté : 1. Une crise de l'élite politique congolaise : qualifiée par certains

“d’irresponsable” et “d’opportuniste”. Il n’y a pas de réel leadership au sein du pays. Mais le problème ne trouve pas sa source uniquement au niveau interne... et les responsabilités internationales sont également pointées du doigt. Nous avons déjà cité les intérêts économiques internationaux. Relevons aussi : 2. Une crise du système international : citons ici le manque de confiance dont jouit la MONUSCO au regard de la population congolaise; Le mécontentement populaire est donc grand! Au niveau national, suite aux élections présidentielle et législatives de 2011, face à ce que beaucoup ont qualifié de “supercherie électorale”, la question qui se pose est : “Y a-t-il une réelle volonté politique de poursuivre le cycle électoral et d’organiser les élections provinciales et locales? Comme excuse déjà avancée, l’État de guerre dans l’Est qui rendrait logistiquement impossible l’organisation d’élections... oui mais, deuxième question posée : “quels sont les intérêts (nationaux et internationaux; économiques et politiques) à arrêter la guerre? Les nécessaires réformes (dont la mise en place d’une armée et d’une police nationales formées, respectueuses des règles et... de la population!) seront-elles un jour réellement à l’ordre du jour? Face à cette situation, la mise en place d’une bonne gouvernance est de l’ordre de l’urgence. Deux mots-clés pourraient ici être retenus : réparation et prévention. Concernant la prévention, étant donné les constats repris, deux champs d’action semblent prioritaires : 1. La mise en route d’une auto-suffisance alimentaire. Ceci ne peut passer que par le respect de la terre et un travail avec les paysans pour que ces derniers apprennent à cultiver, à élever et développent leur propre prise en charge (renforcement de capacités). 2. L’éducation comme vecteur de valeurs à la jeunesse. Ceci passe, bien évidemment, par des contingences logistiques comme la mise à disposition d’une infrastructure adéquate... et la garantie pour les enseignants de recevoir un salaire de l’État. Des pistes pour sortir des crises congolaises Malgré ces constats plutôt décourageants, il existe des signes d’espoir et donc des pistes d’action possibles. D’abord parce que les citoyens congolais ont montré une prise de conscience citoyenne et politique très importante. Il existe des luttes populaires pour la survie : lutte pour le développement, lutte pour la démocratie et lutte pour l’État de droit. Malgré l’échec annoncé des dernières élections, on ne peut nier le courage et la volonté d’une population prête d’une part à faire des kilomètres pour aller voter; d’autre part à signaler son mécontentement face à ce qui a été vécu par beaucoup comme un non-respect de la volonté populaire. Face à cela, il nous semble que la Communauté internationale ne peut rester insensible et doit continuer à appuyer (financièrement et politiquement) le processus de démocratisation du pays. Il existe également des lieux d’espoir que nous devons de suivre de près. L’Accord cadre d’Addis Abeba ^[2] Signé le 24 février 2013 par onze États africains sous l’égide des Nations Unies à Addis-Abeba (Ethiopie), l’accord-cadre met en évidence les responsabilités internes (appel à la mise ... Continuer la lecture en est un. L’enjeu est que les échecs des précédentes interventions, souvent prises dans l’urgence, servent de leçon pour qu’un dialogue honnête puisse s’établir autour de la mise en œuvre de

vrais moyens pour mettre fin au conflit (citons par exemple le désarmement des groupes armés et le rapatriement des troupes étrangères). Enfin, il existe des acteurs de solidarité qui font de plus en plus preuve d'une grande maturité politique. La société civile locale, tout d'abord, qui accompagne les gens autour de leurs revendications politiques et sociales. L'Église catholique en fait partie, elle qui se positionne à la fois comme guérisseur (citons l'accompagnement des Commissions Justice et Paix diocésaines dans les cas de violences sexuelles) mais aussi comme "éclaireur", avec une parole de type politique. Pour plus de force, cet engagement doit continuer à se faire en concertation avec les autres confessions religieuses ainsi qu'avec la Communauté internationale : un appui mutuel et une mise en réseau avec des acteurs tels que gouvernements, diasporas, société civile doit rester une priorité. Le message de nos partenaires congolais est très clair : on nous demande du courage et de la bonne volonté pour assumer une triple responsabilité : être vigilant ; dénoncer et faire pression. *Axelle Fischer*

Documents joints

[Sorties de crises au Congo](#)

Notes

Notes

Rappelons que le M23 (Mouvement du 23 mars) a été créé par une portion des
↑ **1** dirigeants du CNDP (Conseil National de la Défense du Peuple), insatisfaits par le non-respect des accords conclus avec le gouvernement le 23 mars 2009.

Signé le 24 février 2013 par onze États africains sous l'égide des Nations Unies à Addis-Abeba (Ethiopie), l'accord-cadre met en évidence les responsabilités internes

↑ **2** (appel à la mise en route de certaines réformes internes, notamment du secteur de la sécurité) et externes en appelant les pays de la région à « ne pas tolérer ni porter assistance ou soutien à aucune forme de groupes armés » en RDC. [Pour en savoir plus](#)